

Coordination Sud

#Electionspourlasolidarité – Communiqué d'entre deux tours

Votons pour la solidarité !

En cet entre-deux-tours, Coordination SUD tient à réaffirmer l'importance de l'expression démocratique et des principes républicains qu'incarne la solidarité internationale ainsi que son attachement à une France ouverte sur le monde et ses populations. Coordination SUD œuvre pour que cette solidarité, gage de l'émergence d'un monde plus juste et plus durable, s'impose comme une valeur centrale du prochain quinquennat.

À la veille du second tour de l'élection présidentielle, nous, Coordination Sud et ses 180 ONG humanitaires, d'urgence et de développement, appelons à un quinquennat qui fasse de la lutte contre les inégalités locales et mondiales le cœur battant de son projet politique et de ses actions.

Nous, rappelons notre attachement à la participation de tous et de toutes pour promouvoir une humanité sans pauvreté, sans inégalités et sans injustices, et réaffirmons l'importance d'un vote démocratique en faveur de la solidarité, valeur inaliénable de la société française.

Nous rappelons notre adhésion à une France ouverte au monde et à ses peuples, qui se tient à la hauteur de son idéal républicain, celui de la promotion de la liberté, de l'égalité et de la solidarité.

Nous, qui luttons chaque jour contre les inégalités, nous, qui sommes soutenu-e-s par des millions de citoyennes et de citoyens, continuerons à faire vivre ces valeurs qui fondent nos organisations et sous-tendent nos missions sociales et nous ne nous habituerons jamais à voir ces valeurs menacées.

UNE SOLIDARITÉ UNIQUE ET UNIVERSELLE

Convaincu-e-s que la solidarité est le meilleur ferment de la paix et de la prospérité pour toutes et tous, pour les générations futures et pour la planète, nous agissons pour une solidarité sans frontières et sans discriminations qui forge les liens humains par-delà les différences, là où il y a des blessures, là où il y a des besoins, là où il y a des fractures. La situation dramatique en Ukraine met en lumière les souffrances des personnes fuyant l'atrocité des conflits. Elle montre aussi un élan de générosité indispensable aux enfants, aux femmes et aux hommes qui luttent pour leur survie ; ce dont nous nous félicitons. Mais veillons cependant à ne pas conduire une solidarité et un accueil des réfugié.e.s asymétriques en fonction de la nationalité, de la provenance ou de la couleur de peau. Nos organisations ont toujours crié haut et fort contre ces atrocités, quel que soit le lieu et les communautés qui les subissent. Attention à ne pas favoriser une solidarité en dépit d'une autre, surtout quand le monde a tant besoin, aujourd'hui comme demain, d'une solidarité internationale, unique et universelle.

POUR QUE LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS SOIT AU CŒUR DU QUINQUENNAT

Nous interpellons la future Présidence de la République pour que cette solidarité qui nous définit et nous unit, constitue l'axe de ralliement des citoyennes et des citoyens, et soit un cap pour le prochain quinquennat. Ce cap est d'ores-et-déjà fixé par la loi définissant les orientations et les moyens de sa politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales. Il s'agit dorénavant de mettre en œuvre cette loi et de la renforcer, durablement.

Il ne reste que huit ans pour atteindre les Objectifs de développement durable, agenda qui constitue la seule feuille de route universelle pour un monde plus juste et plus soutenable. Nous veillerons à l'augmentation de la contribution française à hauteur de 0,7 % du PIB à la solidarité internationale d'ici 2025 comme l'inscrit la loi et nous demandons une programmation budgétaire de cette aide publique au développement (APD), dès les premiers jours du nouveau quinquennat. Nous appelons la future Présidence de la République à l'orienter pour améliorer les conditions de vie des populations et à refuser tout conditionnement de cette aide à d'autres enjeux.

Face aux conflits multiples qui s'accroissent, face aux périls sociaux, environnementaux, climatiques et politiques, au recul des droits des femmes, qui s'accroissent et à l'inflation normative pour des raisons prétendument sécuritaires qui affecte la liberté et le champ d'action associatif, nos organisations demandent, en tant qu'actrices essentielles de la lutte contre les exclusions et inégalités, une reconnaissance totale et un renforcement substantiel du partenariat avec l'Etat. Ce partenariat est la condition du respect des droits humains, de la promotion de l'égalité femmes-hommes, de la prise en compte des vulnérabilités multiples, de la lutte contre les causes profondes des inégalités et du respect du droit international humanitaire dans la mise en œuvre des politiques étrangères.

Durant toute la campagne électorale, nous avons fait vivre les valeurs de solidarité internationale à travers [deux demandes et huit engagements](#)[1]. Force est de constater, à la lumière de nos analyses, que les [positions des finalistes](#)[2] s'opposent singulièrement quant à leur approche de la solidarité internationale.

Votons et œuvrons, avec exigence, pour que cette solidarité, gage de l'émergence d'un monde plus juste et plus durable, s'impose comme une valeur centrale du prochain quinquennat !

➡ Retrouvez le communiqué de Coordination Sud [ici](#)